

Pression sur le Parlement européen

Référence : Bartlett, S. "Hedderson feels EU leaders have better understanding of seal hunt."
The Western Star, April 22, 2009.

Mots-clés : influence; Parlement européen; libre-échange.

Contexte :

Le Parlement européen se prépare à voter une loi interdisant les produits canadiens dérivés du phoque en Europe.

Problème identifié :

Plusieurs produits canadiens dérivés du phoque partent en direction de l'Europe; si ce marché ferme ses portes à ces produits, plusieurs chasseurs de phoques de Terre-Neuve-et-Labrador en subiront les conséquences. Selon le ministre des Pêches de T.-N.-L., une telle interdiction irait à l'encontre du récent accord du G20 condamnant la mise en place de nouvelles barrières commerciales.

Causes du problème :

Depuis plusieurs années, du lobbying est fait en Europe pour interdire les produits canadiens du phoque compte tenu des raisons morales invoquées, notamment l'obligation de veiller au bien-être de ces mammifères. La tenue d'une élection prochaine en Europe pourrait faire que les politiciens concernés penchent en faveur de cette interdiction sous le poids de l'opinion publique.

Objectifs à atteindre :

L'objectif à atteindre pour le gouvernement provincial de T.-N.-L. est qu'une telle loi ne voie jamais le jour ou du moins que le vote soit retardé afin d'avoir plus de temps pour faire du lobbying auprès du Parlement européen.

Solution envisagée :

Plusieurs réunions ont eu lieu pour faire pression sur le Parlement européen dans le but d'écarter la menace d'interdiction des produits canadiens dérivés du phoque. Le ministre des Pêches de T.-N.-L. a aussi prévu un voyage en Europe afin de poursuivre ses actions d'influence.

Mise en œuvre de la solution :

Le ministère des Pêches de Terre-Neuve-et-Labrador a invité des ambassadeurs de l'Union européenne à venir dans la province afin qu'ils aient une meilleure compréhension des tenants et aboutissants de la chasse aux phoques et de la réglementation très stricte l'entourant. Le ministre des Pêches de T.-N.-L. veut faire comprendre aux ambassadeurs européens que cette chasse est nécessaire au bon fonctionnement de l'écosystème de la province.

Résultats atteints :

Le projet de loi interdisant les produits canadiens dérivés du phoque devrait être voté au Parlement européen le mois prochain.